

SENAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1975-1976

2 MARS 1976

**Projet de loi organisant l'initiative
économique publique**AMENDEMENTS PROPOSES
PAR M. CRISTEL ET CONSORTS

ART. 5

A. Remplacer les alinéas 3 et suivants de l'article 3*bis* proposé par le texte suivant :

« Le conseil d'administration est formé de trois sections régionales : une pour la région flamande, une pour la région wallonne, une pour la région bruxelloise.

« Les membres de chaque section régionale sont nommés par le Roi, avec l'accord des conseils régionaux après délibération des Comités ministériels des Affaires régionales correspondants, de la manière suivante :

« Pour la région flamande

« 1° Cinq membres sur une liste double de candidats présentés dans la proportion du capital souscrit respectivement par l'Etat et par ces institutions, conjointement par le Ministre des Finances et le Ministre des Affaires économiques après délibération du Conseil des Ministres et par les institutions financières d'intérêt public désignées par eux;

R. A 10373

Voir :

Documents du Sénat :

766 (1975-1976) :

N° 1 : Projet de loi.

N° 2 : Rapport.

N°s 3, 4, 5, 6 et 7 : Amendements.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1975-1976

2 MAART 1976

**Ontwerp van wet houdende organisatie van het
economische overheidsinitiatief**AMENDEMENTEN
VAN DE H. CRISTEL c.s.

ART. 5

A. Het derde lid en de volgende leden van het voorgestelde artikel 3*bis* te vervangen als volgt :

« De raad van beheer bestaat uit drie gewestelijke afdelingen : een voor het Vlaamse gewest, een voor het Waalse gewest, een voor het Brusselse gewest.

« De leden van elke gewestelijke afdeling worden, na beraadslaging van de bevoegde Ministerscomités voor Gewestelijke Aangelegenheden, met instemming van de gewestraden, door de Koning benoemd als volgt :

« Voor het Vlaamse gewest

« 1° Vijf leden uit een dubbeltal van kandidaten, gezamenlijk voorgedragen door de Minister van Financiën en de Minister van Economische Zaken na overleg in Ministerraad en door de financiële instellingen van openbaar nut die zij aanwijzen, in verhouding tot het kapitaal waarop de Staat en die instellingen onderscheidenlijk hebben ingetekend;

R. A 10373

Zie :

Gedr. St. van de Senaat :

766 (1975-1976) :

N° 1 : Ontwerp van wet.

N° 2 : Verslag.

N°s 3, 4, 5, 6 en 7 : Amendementen.

» 2° Un membre délégué des S.D.R. flamandes choisi parmi les représentants du secteur public;

3° Deux membres sur une liste double de candidats présentés, en raison de leur compétence dans les problèmes de gestion des entreprises, conjointement par le Ministre des Finances et le Ministre des Affaires économiques;

» 4° Deux membres sur une liste double de candidats présentés, en raison de leur compétence dans les problèmes du travail, conjointement par le Ministre des Finances et le Ministre des Affaires économiques.

» *Pour la région wallonne*

» 1° Trois membres sur une liste double de candidats présentés dans la proportion du capital souscrit respectivement par l'Etat et par ces institutions, conjointement par le Ministre des Finances et le Ministre des Affaires économiques après délibération du Conseil des Ministres et par les institutions financières d'intérêt public désignées par eux;

» 2° Un membre de la S.D.R.W. choisi parmi les représentants du secteur public;

» 3° Deux membres sur une liste double de candidats présentés, en raison de leur compétence dans les problèmes de gestion des entreprises, conjointement par le Ministre des Finances et le Ministre des Affaires économiques;

» 4° Deux membres sur une liste double de candidats présentés, en raison de leur compétence dans les problèmes du travail, conjointement par le Ministre des Finances et le Ministre des Affaires économiques.

» *Pour la région bruxelloise*

» 1° Un membre sur une liste double de candidats présentés dans la proportion du capital souscrit respectivement par l'Etat et par ces institutions, conjointement par le Ministre des Finances et le Ministre des Affaires économiques après délibération du Conseil des Ministres et par les institutions financières d'intérêt public désignées par eux;

» 2° Un membre de la S.D.R.B. choisi parmi les représentants du secteur public;

» 3° Un membre sur une liste double de candidats présentés, en raison de leur compétence dans les problèmes de gestion des entreprises, conjointement par le Ministre des Finances et le Ministre des Affaires économiques;

» 4° Un membre sur une liste double de candidats présentés, en raison de leur compétence dans les problèmes du travail, conjointement par le Ministre des Finances et le Ministre des Affaires économiques.

» Les membres désignés pour chacune des trois sections régionales doivent être domiciliés dans la région correspondante.

» Le président excepté, le conseil d'administration comprend un nombre égal de membres d'expression française et de membres d'expression néerlandaise.

» 2° Een lid afgevaardigd door de Vlaamse G.O.M.'s, gekozen uit de vertegenwoordigers van de overheidssector;

» 3° Twee leden uit een dubbeltal van kandidaten, wegens hun bevoegdheden in bedrijfsadministratie, gezamenlijk voorgedragen door de Minister van Financiën en de Minister van Economische Zaken;

» 4° Twee leden uit een dubbeltal van kandidaten, wegens hun bevoegdheden inzake arbeidsproblemen gezamenlijk voorgedragen door de Minister van Financiën en de Minister van Economische Zaken.

» *Voor het Waalse gewest*

» 1° Drie leden uit een dubbeltal van kandidaten, gezamenlijk voorgedragen door de Minister van Financiën en de Minister van Economische Zaken na overleg in Ministerraad en door de financiële instellingen van openbaar nut die zij aanwijzen, in verhouding tot het kapitaal waarop de Staat en die instellingen onderscheidenlijk hebben ingetkend;

» 2° Een lid van de Waalse G.O.M., gekozen uit de vertegenwoordigers van de overheidssector;

» 3° Twee leden uit een dubbeltal van kandidaten, wegens hun bevoegdheden inzake arbeidsproblemen, gezamenlijk voorgedragen door de Minister van Financiën en de Minister van Economische Zaken;

» 4° Twee leden uit een dubbeltal van kandidaten, wegens hun bevoegdheden inzake arbeidsproblemen gezamenlijk voorgedragen door de Minister van Financiën en de Minister van Economische Zaken.

» *Voor het Brusselse gewest*

» 1° Een lid uit een dubbeltal van kandidaten, gezamenlijk voorgedragen door de Minister van Financiën en de Minister van Economische Zaken na overleg in Ministerraad en door de financiële instellingen van openbaar nut die zij aanwijzen in verhouding tot het kapitaal waarop de Staat en die instellingen onderscheidenlijk hebben ingetekend;

» 2° Een lid van de Brusselse G.O.M., gekozen uit de vertegenwoordigers van de overheidssector;

» 3° Een lid uit een dubbeltal van kandidaten, wegens hun bevoegdheden in bedrijfsadministratie, gezamenlijk voorgedragen door de Minister van Financiën en de Minister van Economische Zaken;

» 4° Een lid uit een dubbeltal van kandidaten, wegens hun bevoegdheden inzake arbeidsproblemen, gezamenlijk voorgedragen door de Minister van Financiën en de Minister van Economische Zaken.

» De leden aangewezen voor elk van de drie gewestelijke afdelingen moeten hun woonplaats hebben in het overeenkomstig gewest.

» De voorzitter uitgezonderd, telt de raad van beheer evenveel Nederlandstalige als Franstalige leden.

» Le conseil d'administration élit en son sein deux vice-présidents appartenant aux deux autres régions que le président.

» En cas de partage des voix, le président du conseil d'administration, ou en cas d'empêchement ou d'absence du président, le vice-président qui le remplace a voix prépondérante. »

Justification

Le projet doit favoriser des habitudes nouvelles. Celles-ci ne peuvent être en contradiction avec l'article 107^{quater} de la Constitution et doivent s'inscrire dans le cadre de la régionalisation provisoire.

Sans porter atteinte à la parité linguistique au niveau national, le président excepté, il y a lieu d'adopter pour la région bruxelloise, une formule plus souple tenant compte de sa situation particulière.

Si la S.D.R. a des missions spécifiques concernant le développement économique de sa région, elle peut également assumer directement la mise en œuvre de projets industriels avec le concours technique et financier éventuel de la Société nationale d'investissement. Il y a donc un chevauchement de compétence entre la S.D.R. et la S.N.I. ce qui justifie un lien organique entre ces deux institutions, l'intervention des conseils régionaux et la représentation officielle des S.D.R. au sein des sections régionales de la S.N.I.

B. Dans le même article, remplacer le premier alinéa de l'article 3^{quater} proposé par le texte suivant :

« Chaque membre du conseil d'administration fait obligatoirement partie d'une section régionale dont le choix est déterminé par le domicile de l'intéressé. »

Justification

Le fait de pouvoir faire partie de plusieurs sections régionales ne peut que provoquer des malentendus et donner lieu à des abus.

Il semble logique, d'autre part, comme cela a été précisé dans d'autres circonstances, que ce choix soit déterminé par le domicile de l'intéressé.

C. Dans le même article, remplacer le premier alinéa de l'article 3^{quinquies} proposé par le texte suivant :

« Il est constitué un comité d'investissement composé d'un président d'expression linguistique différente de celle du président du conseil d'administration et de six membres au moins. Le président et les membres répartis entre les trois régions sont nommés par le conseil d'administration pour une durée de cinq ans, sur une liste double de candidats présentés par les trois conseils régionaux. »

Justification

Ce comité d'investissement ne paraît pas indispensable et est susceptible de compliquer et de retarder le processus des décisions. La suppression est certainement indiquée.

Dans le cas où celui-ci devrait être maintenu, la répartition de ses membres par région s'impose, la présentation des candidats étant faite par les conseils ou institutions économiques compétentes pour chacune des trois régions.

» De raad van beheer kiest uit zijn midden twee onderzitters die behoren tot de twee andere gewesten dan de voorzitter.

» Bij staking van stemmen beslist de stem van de voorzitter van de raad van beheer, of bij zijn verhindering of afwezigheid, de stem van de ondervoorzitter die hem vervangt. »

Verantwoording

Het ontwerp moet nieuwe gewoonten in de hand werken. Deze mogen niet in strijd zijn met artikel 107^{quater} van de Grondwet en moeten passen in het kader van de voorlopige gewestvorming.

Zonder afbreuk te doen aan de taalpariteit op nationaal niveau, met uitzondering van de voorzitter, dient voor het Brusselse gewest een soepele formule te worden gehanteerd waarbij zijn bijzondere toestand in aanmerking wordt genomen.

De G.O.M. heeft specifieke taken met betrekking tot de economische ontwikkeling van haar gewest, maar zij kan ook rechtstreeks instaan voor het op gang brengen van nijverheidsprojecten met de eventuele technische en financiële medewerking van de Nationale Investeringsmaatschappij. Er is dus een overlapping van bevoegdheid tussen de G.O.M. en de N.I.M., hetgeen een organisch verband tussen beide instellingen, de bemoeiing van de gewestraden en de officiële vertegenwoordiging van de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappijen in de gewestelijke afdelingen van de N.I.M. verantwoordt.

B. In hetzelfde artikel, het eerste lid van het voorgesteld artikel 3^{quater} te vervangen als volgt :

« Elk lid van de raad van beheer is verplicht lid te zijn van een regionale sectie, waarvan de keuze wordt bepaald door de woonplaats van de betrokkene. »

Verantwoording

Het feit van deel te kunnen uitmaken van verschillende regionale secties kan slechts aanleiding geven tot misverstand en misbruik.

Aan de andere kant is het logisch dat, zoals in andere gevallen werd voorgesteld, de keuze wordt bepaald door de woonplaats van de betrokkene.

C. In hetzelfde artikel, het eerste lid van het voorgestelde artikel 3^{quinquies} te vervangen als volgt :

« Er wordt een investeringscomité opgericht bestaande uit een anderstalige voorzitter dan de voorzitter van de raad van beheer en ten minste zes leden. De voorzitter en de leden, verdeeld over de drie gewesten, worden door de raad van beheer voor vijf jaar benoemd uit een dubbel tel van kandidaten voorgedragen door de drie gewestraden. »

Verantwoording

Dat investeringscomité lijkt niet onontbeerlijk te zijn en kan de besluitvorming ingewikkelder maken en vertragen. Het is beter zijn bevoegdheden af te schaffen of te beperken.

Ingeval het zou behouden worden, moeten de leden over de gewesten worden verdeeld, met dien verstande dat de kandidaten worden voorgedragen door de economische raden of instellingen die bevoegd zijn voor ieder van de drie gewesten.

ART. 21

Remplacer l'avant-dernier alinéa de cet article par le texte suivant :

« Les statuts des sociétés de développement régional flamandes, wallonne et bruxelloise fixent, conformément à des arrêtés royaux délibérés en Conseil des Ministres, les modalités de représentation proportionnelle au sein des assemblées générales et conseils d'administration des sociétés de développement régional, des groupes politiques les composant. »

Justification

L'article 21 du projet de loi cite les S.D.R. flamandes et wallonnes qui fixent les modalités de représentation proportionnelle des groupes politiques provinciaux les composant.

La représentation proportionnelle étant précisée pour les S.D.R. flamandes et wallonnes, il n'y a aucune raison valable pour qu'il n'en soit pas ainsi pour la S.D.R.B.

Le problème spécifique à Bruxelles a été résolu par une triple représentation provinciale, d'agglomération et communale.

L'amendement proposé ne précise aucun groupe dont la représentation est proportionnelle, mais précise celle-ci dans une définition plus large correspondant à la fois aux S.D.R. flamandes, wallonnes et bruxelloises.

E. CRISTEL
E. GUILLAUME
J. LEPAFFE

ART. 21

Het voorlaatste lid van dit artikel te vervangen als volgt :

« De statuten van de Vlaamse, Waalse en Brusselse gewestelijke ontwikkelingsmaatschappijen bepalen, overeenkomstig in Ministerraad overlegde koninklijke besluiten, de modaliteiten van de evenredige vertegenwoordiging van de politieke fracties van de gewestraden in de algemene vergaderingen en de raden van beheer van de gewestelijke ontwikkelingsmaatschappijen. »

Verantwoording

Artikel 21 van het ontwerp bepaalt dat de Vlaamse en Waalse G.O.M.'s de modaliteiten van de evenredige vertegenwoordiging van hun provinciale politieke fractie vaststellen.

Aangezien de evenredige vertegenwoordiging geldt voor de Vlaamse en Waalse G.O.M.'s, is er geen enkele reden om niet hetzelfde te doen voor de Brusselse G.O.M.

Het bijzonder probleem dat te Brussel rijst, wordt opgelost in die zin dat er een drievoudige vertegenwoordiging zal zijn, nl. een van de provincie, een van de agglomeratie en een van de gemeenten.

Het voorgestelde amendement bepaalt niet dat elke vertegenwoordiging evenredig moet zijn, maar gebruikt dezelfde ruimere formulering voor de Vlaamse, Waalse en Brusselse G.O.M.'s.